Le « patient sorcier »

De la responsabilité et de la criminalité en matière de sorcellerie

The "Patient Witch": On Responsibility and Criminality in Witchcraft

André Mary

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/22294>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.22294

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 647-666

ISBN : 978-2-7132-2743-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

André Mary, « Le « patient sorcier » », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 231-232 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 02 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/22294> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.22294>

Le « patient sorcier »*

De la responsabilité et de la criminalité en matière de sorcellerie

Les enjeux de l'imputation de responsabilité en matière de criminalité ont été au cœur de l'intérêt ethnologique des durkheimiens pour les affaires de sorcellerie. Du travail pionnier de Robert Hertz (1988 [1922]), sur *Le péché et l'expiation dans les sociétés primitives*, repris par Marcel Mauss, à l'intérêt de Lucien Lévy-Bruhl (2010 [1922] : 336) pour les procès en sorcellerie de la justice coloniale¹, et pour « la foi inébranlable que les primitifs ont en l'ordalie », en passant par l'étude de Paul Fauconnet (1928) sur *La responsabilité*, revenant lui-même sur la thèse de Lévy-Bruhl concernant *L'idée de responsabilité*, il s'agit pour ces sociologues et philosophes de démontrer aux juristes l'intérêt et la légitimité d'une approche de la criminalité qui prend en compte la « participation » du criminel à cet acte sacrilège qui met en péril l'ordre social. Pour mieux cerner et restituer le mécanisme social et émotionnel de l'imputation de responsabilité, toute considération physicaliste de causalité ou tous présupposés moraux sur la culpabilité sont mis en suspens. À cette fin, le principe méthodologique partagé est que : « Les sociétés inférieures ou désorganisées, les foules, sont des terrains d'observation privilégiés, où le fait [la violence émotionnelle du crime] apparaît grossi » (Fauconnet 1928 : 245). Mais l'intérêt n'est pas seulement comparatif, expérimental ou « exotique » : il répond aussi à la demande de l'administration coloniale et d'une justice pénale confrontée à l'imbroglio de la réciprocité des accusations en situation (le sorcier c'est toujours l'autre ; la victime ou le coupable c'est qui ? l'accusé ou l'accusateur ? ou est-ce le même qui se dédouble en récusant toute responsabilité ?).

* Ce titre paradoxal s'inspire de la thèse de FAUCONNET (1928 : 248) sur la « participation passive » du sorcier présumé.

1. Voir sur ce sujet KECK (2008 : 196), et sa présentation de la réédition chez Flammarion de *La mentalité primitive* (KECK 2010 : 38-39).

On peut repérer dans ce creuset de la pensée durkheimienne deux veines de pensée ou filiations qui cohabitent et se croisent encore aujourd'hui : une filiation centrée sur la problématique de la rationalité de la croyance qui conduit entre autres Lévy-Bruhl au concept de « mentalité primitive » ou encore de « pré-logisme », avec ses révisions et ses prolongements sur « la causalité mentale » (Keck 2005) ; et un héritage plus juridique et pragmatique qui était lié chez Durkheim à l'interrogation sur les fondements du lien social et de la solidarité, et à son envers, la criminalité, puisqu'il n'y a pas de société sans crimes. Ces héritages durkheimiens accordent une place majeure aux mécanismes de la contagion et des transferts d'émotions dans les « logiques de foule » : du lynchage à toutes les formes de justice populaire².

Ces questions sont très actuelles et interpellent directement les anthropologues sur tous les terrains, des plus proches aux plus lointains. Revenant sur la question classique de la sorcellerie en Mélanésie, lors d'un colloque récent³, Laurent Dousset prend acte du phénomène majeur et de l'enjeu crucial pour les anthropologues océanistes d'aujourd'hui de la « criminalisation » de la sorcellerie et plus globalement : « de la recrudescence, depuis ces dernières années de cas rapportés de sorcellerie et d'exécutions sommaires et publiques de présumés sorciers » (Dousset 2016 : 85). Romain Bertrand (2000) se fait l'écho des campagnes de « chasse aux sorciers à Java » qui se soldent par des lynchages faisant des centaines de victimes. L'Afrique urbaine, de Kinshasa à Libreville, est coutumière de ces passages à l'acte et de cette violence « sorcière » ou « contre-sorcière » qui investit la rue, les médias, et mettent en cause en retour ce que certains appellent « l'État sorcier »⁴.

Le montage des affaires de « crimes rituels » en Afrique équatoriale nous semble justifier quelque retour à l'approche durkheimienne de la responsabilité qui ne manque pas de pertinence sur le plan de la description phénoménologique⁵. L'approche « objective » des situations génératrices de responsabilité dont Fauconnet s'est fait le porte-parole rompt avec les présupposés d'une compréhension fondée sur le principe d'un sujet conscient, libre et responsable

2. Voir le remarquable ouvrage d'A. FARGE et J. REVEL (1988), sur les *Logiques de la foule* et l'affaire des enlèvements d'enfants à Paris.
3. « Les meurtres liés à la sorcellerie : culture, législation et droits de l'homme », organisé en 2013 par le groupe de recherche *State, Society and Governance in Melanesia*, de l'Université nationale australienne, édité par M. FORSYTH et R. EVES (2015).
4. Voir, entre autres, pour l'Afrique équatoriale : DE ROSNY (1992), TONDA (2005), BONHOMME (2009), MARTINELLI & BOUJU (2012).
5. Pour un éclairage de ces « affaires » et une grille de lecture plus inspirée par le modèle pragmatique des situations de dénonciation (BOLTANSKI & CLAVERIE 2007) avec leur espace de jeu, leur rebondissement et leur réversibilité, voir MARY & MEBIAME ZOMO (2015). L'approche de la « fonction de responsabilité » de Fauconnet appliquée à la société globale nous semble très complémentaire.

au sens moderne du terme⁶. Mais la pertinence de cette approche n'est pas pour autant confinée aux mondes archaïques, faisant appel aux logiques de foule et au registre de la sacralité impure et de la souillure du criminel. Les affaires contemporaines de « crimes rituels » en Afrique ou ailleurs témoignent des mécanismes sociaux toujours actifs d'une « responsabilité objective » encourageant la présomption et même la conviction de culpabilité au cœur de la justice moderne, ce qui n'empêche nullement de prendre en compte l'expérience des sujets « pris dedans » souvent malgré eux dans ces affaires.

La double scène des affaires de crimes rituels

L'appellation de « crimes rituels » est relativement récente en Afrique équatoriale même si elle emprunte ses connotations imaginaires à divers registres initiatiques et magiques, au fétichisme, à l'anthropophagie ou à la sorcellerie. La qualification n'a pas de légitimité judiciaire et les juges en majorité la récusent préférant s'en tenir à l'appellation générique de « crimes de sang » quitte à la compléter, si tel est le cas avéré, par l'attestation des faits de « mutilations sexuelles » ou de « prélèvement d'organes ».

La presse des « faits divers » particulièrement active sur le sujet met sur le même plan des appellations aussi hétérogènes que les « sacrifices de sang », les profanations de tombe et les récupérations de crânes ou de « reliques », les trafics d'organes, les disparitions suspectes ou les accidents mortels en contexte rituel. Le terme de « crime rituel » s'est imposé particulièrement au Gabon pour couvrir (au sens journalistique du terme) une catégorie spécifique de crimes systématiquement répertoriés et dénoncés par l'Association de lutte contre les crimes rituels (ALCR) et pleinement exploités par certains journalistes qui alimentent la rubrique des « faits divers »⁷. Ce qui est au principe de ce télescopage des genres c'est la présence plus ou moins avérée de mutilations sur le corps impliquant le prélèvement de certaines parties, particulièrement les parties sexuelles ou génitales. Ce type de dépeçage du corps, et même de prélèvement de certaines parties, se retrouve dans la criminologie de bien des crimes d'individus opérant isolément qui sont traités en Europe comme relevant de la psychiatrie (quand ils ne répondent pas tout simplement au souci de se débarrasser du corps encombrant) sans constituer une affaire collective. Mais lorsque « le phénomène »

6. Sur cette « responsabilité objective » censée commander toute approche subjective, voir FAUCONNET (1928), et les analyses pertinentes de COMBESSIE (2008) et de KARSENTI (2006).

7. J. Moulenda, créateur de son propre journal *Faits divers*, opposant notoire au régime Bongo et engagé politiquement et même religieusement, est l'auteur d'une typologie distinguant les crimes rituels des crimes « passionnels » et des crimes pour « règlement de comptes » : J. Moulenda, « Le Gabon face au phénomène des crimes rituels », *L'Union*, 12 janvier 2006.

prend des allures de crimes en série ou d'épidémie contagieuse (comme dans d'autres formes de sorcellerie), on peut dire que le phénomène appelle un autre éclairage sociologique et anthropologique⁸.

La qualification de « crime rituel » est particulièrement hybride, ou à double face, puisqu'elle associe : 1) la criminalité d'un acte meurtrier, assassin, souvent un crime sexuel avec viol sur mineur, crime qui relève en principe de la police et de la justice et 2) la référence fortement imaginaire à une pratique rituelle de mutilation ou de prélèvement d'organes sur les corps où l'exécutant ne ferait qu'obéir à l'injonction d'un « commanditaire » (homme politique ou société initiatique). Le crime rituel n'est pas un acte de « sorcellerie » puisqu'en Afrique centrale, la sorcellerie est plutôt associée à une action maléfique invisible de manducation ou d'absorption de la substance vitale de la personne qui n'implique pas d'opérations effectuées directement ou physiquement sur le corps de la victime. Les symptômes de l'ensorcelé sont une grande faiblesse (notamment au réveil), un sentiment de vide et de perte de vitalité, mais le « zombie » reste en apparence corporellement intègre, mis à part quelque marque éventuelle sur la peau (comme les marques des dents du vampire) qui témoigne d'une opération invisible et nocturne de prélèvement de quelque organe « interne ».

Ce qui rapproche par contre le crime rituel de la sorcellerie, c'est son fonctionnement « en double », l'imaginaire d'une double scène : d'un côté une mise à mort et un traitement du corps parfaitement constatable et visible (d'où l'importance des photos que l'on montre ostensiblement dans la presse), qui témoigne d'un acte criminel que l'exécutant avoue ou reconnaît ; et de l'autre, le soupçon d'un « commanditaire » invisible disposant de l'impunité judiciaire et échappant à la logique de la preuve. « Qui a commandité ce crime ? » C'est toujours la même question. Le meurtre est bien celui d'un homme qui est censé avoir exécuté un contrat et le commanditaire est un autre homme (pas un esprit) désigné par l'exécutant et identifiable sur la scène sociale. Le principe interne du dédoublement de la personne qui est au cœur de l'acte présumé de sorcellerie (le sorcier ne sachant pas ce qu'il a fait dans un état second) se traduit ici par une division du travail (le commanditaire ne voulant pas savoir ce que l'exécutant a pu faire).

8. Les crimes rituels des affaires gabonaises ne sont pas très éloignés des « crimes liés à l'occulte » sur lesquels les services de la police nationale d'Afrique du Sud furent chargés d'enquêter en 1992 (COMAROFF & COMAROFF (2002, 2016). Les « obsessions criminelles » et l'imaginaire du « désordre satanique » associé à quelques sociétés initiatiques (beaucoup plus qu'au trafic international d'organes), sont repris par les écrits ou les vidéos YouTube des acteurs de l'Association de lutte contre les crimes rituels, comme J. Moulenda et EBANG ONDO (2010).

Plus globalement, on peut dire qu'on retrouve ici une forme singulière de distinction et d'articulation entre causalité du crime, en général un crime sexuel, et responsabilité pénale, qui suppose un commanditaire, l'agentivité étant donc sans rapport avec la responsabilité. Le soupçon médiatique se greffe principalement sur la personne ou le personnage du commanditaire, sachant que les preuves de la commande (une carte de visite ? une rencontre avec témoins ?) ou le recel des organes vitaux récupérés (les « pièces détachées » selon le langage journalistique) sont peu probantes en dehors de l'aveu improbable du commanditaire. Les photos de Une des journaux ne cessent pourtant d'exhiber les traces physiques des corps mutilés, morceaux suspects de chair dans des sacs de viande (humaine ?), censées valoir comme « pièces à conviction ». La conviction de responsabilité se passe étonnamment de la convocation judiciaire des acteurs intermédiaires (*nganga* ou marabout) qui, pour autant, peuvent dévoiler leurs secrets de fabrication dans la presse, sans être inquiétés.

Il est significatif que ces affaires politico-médiatiques affectent particulièrement les liens familiaux les plus intimes et les membres les plus chers (les enfants et les filles) du cercle familial. Quant aux publications des listes de commanditaires, elle ciblent l'arène politique des « Grands », les hommes de pouvoir insatiables, « les vampireux », ce que les médias appellent les « sorciers politiques »⁹. La crainte de l'autre proche et la crise de la confiance dans l'entre-soi, renoue par ce biais avec l'anthropologie la plus classique de la sorcellerie villageoise et surtout familiale, et cela au cœur même du « village global ». L'ancrage des enjeux sorcellaires dans la matrice de l'intimité familiale est plus que jamais réaffirmé, même si c'est en termes d'interface et de connexion avec un extérieur intérieur menaçant (le pouvoir sorcier et son ubiquité) qu'il invite à penser désormais le lien entre l'intimité des corps et la scène politique et médiatique (Geschiera 2013). Cet interface complice et ambigu entre l'enfer/paradis de l'entre-soi local et familial et une globalité persécutrice et vampireuse étrangère est bien ce que les approches transnationales (sur les scandales de la transmission du Sida, des expérimentations sur les vaccins ou le trafic des dons d'organes), ont toujours souligné.

Une affaire de « sorcellerie politique »

L'affaire du sénateur Gabriel Eyeghe Ekomie, qui a mobilisé l'opinion publique gabonaise de mai 2012 à juillet 2013, est particulièrement révélatrice

9. Sur ces « sorciers politiques », et plus globalement les dimensions occultes de l'espace public en Indonésie, voir l'étude de cas de Ki Gendeng, un « sorcier en politique » (BERTRAND 2001).

de la manière dont l'imaginaire fétichiste des fondements du pouvoir et des agissements des « sorciers politiques », hante la société gabonaise. Elle est loin d'être la seule puisque les journalistes alimentent régulièrement cette rubrique mais elle a atteint le cœur du régime et constitue un remarquable analyseur de la crise morale et politique du pays brouillant les pistes entre les registres médiatique, politique, religieux, juridique¹⁰.

L'affaire remonte à ce qui n'était à l'époque qu'un fait divers : la découverte début mars 2009, au bord d'une rivière en forêt, du cadavre d'une « jeune fille » dénudée de 12 ans, Beverly Bilemba Mouanguela, habitant la petite ville de Kango sur la route de Lambaréné. Ce genre d'annonce est quasi quotidien : le 28 février la Une du fait divers est occupé par l'arrestation d'un certain Bazé, le « violeur du PK8 », qui a étranglé et violé une jeune fille le 17 février. Les classements du Gabon en matière de criminalité en font certaines années, comme l'année 2013, l'un des pays africains les plus affectés par l'insécurité¹¹. Seule l'Association de lutte contre les crimes rituels (ALCR), créée en 2006 par J. Elvis Ebang Ondo, recense et dénonce les crimes en question, une initiative qui fait suite au meurtre de son fils en 2005, dont le corps (et celui d'un autre camarade de classe) a été retrouvé sur la plage du Lycée Léon Mba de Libreville, « la langue et le sexe arrachés »¹².

Quelques jours plus tard, un certain Aristide Pambou Moussounda, habitant du quartier, est arrêté comme assassin présumé de la jeune écolière Beverly par la gendarmerie nationale, sur la base des témoignages de voisins. Les parents de la victime ont retrouvé le corps de la fille sur le ventre, les cuisses écartées avec, à ses côtés, non seulement ses sous-vêtements, mais la chemise suspendue bien particulière (un boubou musulman) de l'assassin qui n'était autre que le voisin de sa victime.

Il faudra néanmoins attendre plus de trois ans pour que ce crime sexuel prenne une autre dimension que celle des faits divers locaux et éclate sur la scène médiatique et politico-juridique nationale. C'est en effet devant la « session ordinaire de la cour criminelle » du 8 mai 2012, une instance spécialement inaugurée à cette occasion, qu'Aristide Pambou Moussounda déclare aux juges avoir agi sur la commande du sénateur Gabriel Eyeghé Ekomié, auquel il devait ramener « la langue et le sexe d'une jeune fille », moyennant

10. Pour prendre la mesure de l'ampleur du phénomène des « crimes rituels » au Gabon, nous nous permettons de renvoyer à MARY & MEBIAME ZOMO (2015).

11. Voir l'édition 2013 de la carte de Gallice-Security qui mettait en avant l'importance des « crimes de sang » en milieu urbain pour justifier le classement du Gabon, reconnu comme l'un des États les plus stables de l'Afrique centrale, parmi les pays où la « criminalité est forte » (<<https://www.challenges.fr>>).

12. Voir le « témoignage » du jeudi noir d'EBANG ONDO (2010) constamment repris dans ses interviews et émissions.

un premier versement de 500 000 FCFA en attente des 20 millions promis. Toute la presse se précipite sur l'événement et, si certains journalistes parlent de « citation » du sénateur comme « commanditaire », *L'Union* du 8 mai 2012 en fait la Une, avec photo en couleur d'un homme debout devant ses juges, et un titre sans appel : « Un sénateur en accusation ». La légende de couverture précise que la session « a permis de mettre en lumière le rôle de commanditaire du sénateur » tout en ajoutant que « l'auteur du crime a été condamné à perpétuité. En page intérieure, l'article porte principalement sur la sentence : « La réclusion criminelle pour Aristide Pamba Moussounda », et revient sur les aveux du meurtrier.

On ne soulignera jamais assez le rôle essentiel que les médias, et ici la presse locale, les reportages hebdomadaires des journalistes enquêteurs se substituant à la police et aux juges d'instruction, jouent dans l'émergence et le rebondissement de ces affaires. On peut dire qu'en matière de « crimes rituels », les journalistes, promus « détectives de Dieu », sont plus que jamais les instituteurs du réel¹³. Certains spécialistes du fait divers se nourrissent, au sens propre, des révélations de la suite du feuilleton que le public attend chaque jour. L'événement de la Une du sénateur survient dans un contexte de forte sensibilisation médiatique et politique au « phénomène des crimes rituels ». Le Président Ali Bongo vient de dénoncer le « phénomène » en faisant écho à une émission de Canal + sur « Les organes du pouvoir »¹⁴ et appelle la justice à mettre fin à l'impunité. Le scandale va susciter une mobilisation collective des associations, des organisations religieuses et de certains politiques de l'opposition qui tiennent là, officiellement, un argument solide confirmant la thèse largement partagée par l'opinion publique gabonaise, à savoir que les crimes rituels alimentent un « marché » fétichiste au profit des politiques et des puissants¹⁵.

La condamnation d'Aristide qui a parfaitement reconnu les faits n'a pas conduit pour autant à les clarifier outre mesure. Les signes de strangulation et de « sodomisation » de l'adolescente à plus de 800 mètres des lieux d'habitation, l'abandon des vêtements et sous-vêtements retrouvés sur les lieux, les interrogations de l'avocat sur la santé mentale de son client, seront largement ignorés par la presse au profit de la thèse de la commande et des intentions

13. Voir BONHOMME (2015). Pour prendre la mesure du phénomène, c'est au cœur même du dispositif de fabrication de l'information et de sa diffusion, notamment sur le Net, que l'enquête ethnographique s'impose, et non dans les échos et les propos des témoins des « affaires de village », locales ou familiales.

14. « Les organes du pouvoir », émission censurée pour sa mise en procès des politiques, mais diffusée sur YouTube.

15. *L'Union*, 10 mai 2013, 4, Dossier, *Le regard d'un sociologue et anthropologue*, Pr Joseph Tonda : « Un phénomène lié au marché politique ».

avouées de « prélèvements d'organes », même si les incohérences des aveux du meurtrier sont manifestes. Les juges de la « session ordinaire de la cour criminelle » du 8 mai 2012 condamnent l'assassin à la prison « à perpétuité », mais retiennent quand même *in fine* le principe de l'audition du sénateur cité comme « commanditaire », ce qui introduit une nouvelle affaire dans l'affaire puisque le problème politique de la « levée de l'immunité parlementaire » va prendre le dessus et relancer tous les soupçons et toutes les rumeurs.

Alors que la cour criminelle condamne clairement le meurtrier à perpétuité, une procédure juridico-politique visant à entendre le « commanditaire présumé » (ou à lui accorder le droit de se défendre), se met en marche. Une commission *ad hoc* sera constituée pour statuer sur la levée d'immunité sénatoriale posée comme un préalable à l'audition par le juge. Après quatre mois d'indécision et d'impuissance, la commission finira par s'en remettre au bureau du Sénat pour trancher. Dans le long rapport, élaboré durant les six mois d'enquête (de mai à décembre 2012), les sénateurs ont d'abord recommandé de ne pas lever l'immunité parlementaire de leur collègue, « faute de preuves », ses avocats ayant fait valoir que « le dossier était vide ». Après six mois de tergiversations et d'allers-retours politiques sur fond de scandale où se mêlent dans l'opinion publique et dans l'esprit des familles la question de l'immunité parlementaire et celle de l'impunité du commanditaire, le 24 décembre 2012, à huis clos, le bureau du Sénat prend la décision de lever l'immunité du sénateur. Une première dans la vie politique gabonaise dont les associations se réjouissent immédiatement. Malgré les réticences et les blocages des sénateurs (notamment des membres du Parti démocratique gabonais, le parti au pouvoir du sénateur), le régime politique au plus haut niveau et la plus haute juridiction se sont clairement emparés du débat sur cette « incrimination » pour témoigner face à la pression de l'opinion d'« une justice exemplaire ». La ministre de la Justice, Ida Reteno Assounoué, fait valoir un droit à la défense : « Il nous faut une justice exemplaire. Nous devons permettre au sénateur d'aller se défendre devant les tribunaux pour prouver son innocence »¹⁶. Mais pour l'opinion publique, la levée de l'immunité sénatoriale sonne comme la « levée de l'impunité ».

Paradoxalement, plus le caractère « exemplaire » se donne à voir, plus le sentiment populaire et celui des sénateurs de l'opposition est qu'on assiste à une mise en scène qui vise à masquer l'impuissance judiciaire. Le schème de la double scène se retourne et se réactive : « Que cache l'affaire du sénateur ? » Pour certains d'entre eux, Gabriel Eyéghé Ekomie n'est que la victime expiatoire d'un pouvoir judiciaire en mal de résultats et d'un système qui

16. Interview télévisé *Gabon Télévision*, 25 novembre 2012.

protège bien d'autres commanditaires de crimes à but « occultiste » ou de « sorcellerie politique ».

L'accusé accusateur

Dès le 10 août 2013, on assiste néanmoins à un revirement de situation : Aristide Pambo Moussounda, l'assassin condamné, déclare désormais que son accusation de « commanditaire » portée contre le sénateur Gabriel Eyeghe Ekomie était mue par deux raisons : « avoir la couverture d'un homme politique » et « le besoin d'argent ». Ces déclarations, dont seule la presse fait état, auraient eu lieu dans le cabinet de la doyenne des juges d'instruction, en présence de celle-ci et des avocats des deux parties, mais la justice ne s'est pas étendue sur la teneur de ces déclarations. Parallèlement, les responsables du parti au pouvoir (Parti démocratique gabonais), la section locale de la ville du sénateur, entrent en jeu à travers une déclaration publique qui met en cause tous les éléments mis en avant par le meurtrier, qu'il s'agisse : 1) de sa rencontre avec le sénateur dans la nuit au village Mfang lors d'une cérémonie de « levée de la terre » (le sénateur ne pouvait être présent à cette date) ; 2) des termes contradictoires d'un marché « à crédit » impliquant soi-disant les prélèvements d'organes ; et 3) de ses relations comme « agent de sécurité » du sénateur lors des élections qui auraient justifié le fait qu'il avait sur lui une carte de visite du sénateur. Mais que dit le « rapport de gendarmerie » publié bizarrement pour la première fois dans le Journal *La Griffé* le 23 août 2013 après plusieurs mois de débat¹⁷, d'audition et de médiatisation de l'affaire ?

État des lieux : un petit sentier de pièges situé à plus de 800 mètres de la rivière où les villageois se baignent et font la lessive. Constatations : le corps de la victime est couché sur le ventre, la face au sol et les fesses légèrement soulevées sur les deux genoux. La victime saigne du nez, à la bouche et à l'anus. Le cou est cassé. Elle baigne dans une mare de sang. La victime est à poil, son slip à quelques centimètres. À environ un mètre se trouve un boubou haoussa pour homme. Nos constatations terminées, nous remettons le corps de la victime aux parents pour inhumation.

Toutes les traces d'un viol criminel crapuleux mais aucune confirmation de mutilations sexuelles ou de prélèvement d'organes, comme la presse en fait état régulièrement. Pourquoi la justice et la presse, ou même les proches

17. Il faut dire qu'entre-temps le journal satirique *La Griffé*, condamné lourdement pour diffamation, s'est un peu « rangé » et est même soupçonné désormais par l'opposition de complicité avec le pouvoir.

qui ont bel et bien « récupéré » et enterré le corps de la jeune fille, n'ont fait aucun cas de ce constat de gendarmerie jusqu'alors, pas même les avocats, qui ont seulement déclaré le « dossier vide »¹⁸ ?

L'affaire dans l'affaire : l'entrée en scène du politique

Sur la période août-septembre 2013, l'affaire de Kango est sérieusement retombée dans les medias dont la presse, mais la contre-offensive juridique des avocats du sénateur bat son plein. Face au consensus de la presse et de l'opinion publique, pendant les neuf mois de son « emprisonnement », le refus de répondre à la convocation du juge reste la seule source d'inculpation du sénateur. Or, la Cour d'appel a finalement reconnu que le juge d'instruction en charge de son dossier avait posé des actes contraires au droit ou du moins aux procédures de convocation (respect des délais et présence des avocats). L'affaire prend donc une dimension purement juridique remontant jusqu'à la plus haute juridiction, avec ces conflits de procédures pour abus de pouvoir et vice de forme : il existe bien une juridiction et un contre-pouvoir de la justice qui fait obstacle à l'arbitraire du Pouvoir. Ainsi la précipitation du juge d'instruction et de la ministre de la Justice, avec arrestation et incarcération « sous mandat de dépôt » du sénateur pour refus de se rendre à la convocation du juge, est elle-même entrée en procès pour vice juridique, autre procès dans le procès. La justice « exemplaire », prise entre la pression de la justice « médiatique » qui dénonce l'impuissance des juges, et une classe politique qui se défend de toute impunité, se retrouve elle-même accusée d'acharnement contre un « bouc émissaire » ; le sénateur est devenu, auprès de ses collègues, une « victime » des abus de pouvoir de la haute Juridiction¹⁹.

Le 3 mars 2014, l'avocate du sénateur, M^e Gisèle Eyui Békalé, annonce à la presse qu'il a été « libéré », information reprise par tous les sites de presse²⁰. Cette libération annule les accusations portées contre le « commanditaire » présumé, mais l'affaire Beverly Bilemba Mouanguela, l'écolière assassinée, reste pour beaucoup une énigme. Le scénario malheureusement le plus banal

18. Les éléments d'enquête que nous avons pu récolter *a posteriori* (avec Maixant Mebiame Zomo) dans le milieu familial et local de Kango confirment le souvenir de l'arrestation banale du criminel violeur, un personnage errant, marginal et « désaxé », et se font l'écho indirect de la réputation électorale du sénateur « prédateur » construite par les medias, dans des termes essentiellement ethno-politiques.

19. *L'Union* du 31 août-1^{er} septembre 2013.

20. « Le sénateur du Komo Kango, Gabriel Ekomié incarcéré à la prison centrale de Libreville depuis le 7 juin 2013 a été libéré ce samedi matin », annonce à *Gabonactu.com* (3 mars 2014) de son avocate Me Gisèle Eyu Békalé.

du crime avec viol sur mineur, l'absence avérée de « prélèvement d'organes », les rétractations confuses du meurtrier condamné à perpétuité, et le non-lieu final pour le sénateur, ne suffisent pas pour certains journalistes à invalider le schème du crime rituel, et ne répond pas à l'énigme du « marionnettiste » qui naturellement rebondit : qui a manipulé le criminel ? dans ses aveux comme dans ses rétractations ?

L'ALCR avait pris l'initiative en mai 2013 de lancer une « marche » nationale, au départ soutenue par toutes les associations de la société civile, les communautés religieuses et les partis politiques d'opposition. Mais les termes de l'interpellation des pouvoirs politiques et judiciaires ont conduit le ministre de l'Intérieur à interdire cette manifestation en suggérant plutôt un « mémorandum ». Il faudra l'implication personnelle de la Première dame fortement sensibilisée par sa rencontre avec le *leader* de l'ALCR J. Elvis et son témoignage, ainsi que sa lettre ouverte du 10 mai 2013, pour que la marche pacifique soit finalement autorisée le 11 mai dans la capitale gabonaise. Le ton digne d'une mère affectée et son attachement sincère à une nation citoyenne fidèle aux droits de l'Homme, condamnant des pratiques archaïques et irrationnelles indignes d'une société moderne, ont particulièrement marqué l'opinion publique²¹. La logique de dédoublement spectaculaire de la société et des pouvoirs a trouvé son expression paroxystique avec le moment ultime, soigneusement orchestré, d'une cérémonie qui s'est achevée au lieu-dit où le président Ali Bongo attendait le cortège et son épouse, devant le palais présidentiel, pour tenir un discours dénonçant le retour de la « barbarie » et appelant à la fin de l'impunité²². C'est une mise en scène particulièrement surréaliste digne d'une société « spectaculaire » (Debord 1996)²³, comme en témoigne l'avocate Oyane Ondo :

-
21. Profondément affectée par le témoignage de J. Elvis, la Première dame a déclaré : « Il faut que cela cesse ! Nous devons avoir le courage de dire les choses comme elles sont, de dénoncer les crimes rituels. Nous devons nous mobiliser, éduquer nos jeunes, sensibiliser les populations et donner à la Justice les moyens de jouer pleinement son rôle et de garantir la primauté des droits de l'Homme ». Et d'ajouter : « Je ne peux, aucune personne ne peut, rester insensible à la souffrance des familles victimes de telles atrocités. Nous devons renouer avec l'empathie, la compassion et soutenir les personnes meurtries, désemparées et impuissantes face à ce fléau » (S. Moussavou, « Sylvia Bongo et les crimes rituels », *koaci.com.*, 19 Avril 2013).
 22. Les appels à la fermeté du Président sur le sujet sont rituels : « Il ne sera plus question de continuer à tolérer qu'un certain nombre de personnes puissent prendre en otage toute une société par des pratiques qui sont inqualifiables et inhumaines », Discours à l'administration judiciaire, 12 avril 2012, *AGP Gabo eco*.
 23. Par « société spectaculaire », DEBORD (1996) n'entendait pas seulement insister sur la relation spéculaire que la société entretient avec elle-même par le biais des médias, mais dénoncer le règne autocratique de l'économie marchande ayant accédé à un statut de

J'avoue que cette opération m'a laissée perplexe. C'est effarant de voir les pouvoirs publics, dépositaires de la puissance publique, investir la rue pour marcher et réclamer on ne sait trop quoi à on ne sait trop qui. Or, la rue est l'espace de revendications des citoyens qui l'utilisent pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur tel ou tel problème. Il y a donc eu selon moi une confusion des rôles. Le rôle des autorités publiques ne saurait se cantonner à dénoncer les crimes rituels, mais d'y mettre fin²⁴.

Mais si les Grands tirent les ficelles du jeu, il faut bien qu'ils trouvent à « appâter » les petits qui veulent devenir des Grands. Tout candidat à l'ascension sociale peut se retrouver en position d'accusé dans une situation d'exploitation des faibles par les hommes forts, comme en témoigne à sa façon J. Elvis :

Moi qui vous parle, je suis un enseignant. Vous pouvez avoir des diplômes, vous terminez de hautes études en Occident, arrivé ici vous êtes confronté à ce qu'on appelle le choc réel. Vous êtes intégré, par exemple, dans la fonction publique et là, vous ne pouvez même pas atteindre 100 euros par mois, alors qu'est-ce qu'il faut faire ? Étant donné que vous avez devant vous votre famille, une famille africaine qui est élargie, il faut satisfaire cette famille. On vous fera des pressions pour avoir un parrain²⁵.

Le 25 juillet 2014, l'assemblée du Sénat gabonais et les parlementaires ont rendu un hommage national, avec honneurs et drapeau, au sénateur Eyeghe Ekomie, malade depuis longtemps et décédé. Le représentant du Parti du sénateur a rappelé « l'acharnement » politico-médiatique que cet homme a subi en finissant par en faire une victime, tandis que la presse parle d'hypocrisie des politiques et ne manque pas de remettre à la Une la photo accusatrice du « grand commanditaire » de crime rituel. Le principe de la « présomption d'innocence » fait l'objet d'un rappel bien discret, mais surtout le consensus se fait sur le dernier mot laissé à la « vraie Justice », celle de Dieu. Il faut rappeler à cette occasion que le combat de l'ALCR a toujours été dans le discours de ses *leaders* un combat évangélique contre les forces du mal, et que certaines enquêtes de J. Moulenda s'apparentent aux méthodes des « détectives de Dieu » ou des « *diviner-detectives* » dans les affaires de crimes occultes

« souveraineté irresponsable », et l'ensemble des nouvelles techniques de gouvernement qui accompagnent ce règne.

24. Interview de la *Loupe*, journal local, 28 mai 2013. Cette avocate, opposante notoire, a fait de la lutte contre les auteurs de crimes rituels, avec affichage de liste, un combat politique contre le régime Bongo.

25. Interview d'Elvis Ebang Ondo à RFI, le 15 juillet 2011. Son itinéraire évoqué ici indirectement est celui d'un enseignant de l'école élémentaire devenu « conseiller pédagogique ». Il est significatif que le terme mafieux du « parrain » surgisse dans ce témoignage du « petit » soumis à la tentation du « contrat » et aux promesses de richesse des Grands.

d'Afrique du Sud (Comaroff & Comaroff 2016 : 108). La métamorphose est néanmoins significative car le détective de Dieu ne fait pas appel à quelque pouvoir visionnaire ou divinatoire hérité de ses ancêtres, mais à l'inspiration divine « en personne ».

Jugement de responsabilité et participation passive selon Fauconnet

Cette double scène des affaires de « crimes rituels » qui débouche sur le scénario sacrificiel du bouc émissaire peut être rapprochée des deux étapes de l'imputation de responsabilité en matière de criminalité repérée et développée par Paul Fauconnet²⁶. Le travail de Robert Hertz sur le péché et l'expiation soutenait l'idée que « l'œuvre de vengeance » répond au besoin de « compenser le mal par le mal », un geste « d'expiation du passé » tentant vainement d'effacer « l'état de péché » qui affecte l'individu autant que sa famille, sans qu'il soit question nécessairement de culpabilité de la personne (Hertz 1988 : 19)²⁷. La thèse est reprise par Fauconnet, l'institution pénale est fondamentalement une entreprise sacrificielle fondée sur une logique de substitution ou de compensation, une position qui ne manque pas d'audace ni même de provocation. En bon durkheimien, Fauconnet entend rompre avec toute analyse introspective (sur l'intentionnalité des actes ou la culpabilité). Ses analyses se nourrissent de ce qu'il appelle « les faits de responsabilité ». La responsabilité, c'est sans doute un principe qui ne relève pas de l'observable, mais les faits observables, ce sont ici les jugements de responsabilité et les règles qui les justifient. Les termes de la thèse de « l'institution de la responsabilité » sont clairs : « il faut qu'un corps de règles, explicites ou non, et proprement morales, commande le choix du patient légitime, c'est-à-dire de l'être qui symbolise vraiment le crime au regard de la conscience morale ou juridique » (Fauconnet 1928 : 234). La nécessité de l'institution a pour envers le fait premier de l'arbitraire et de l'indétermination radicale de l'imputation de responsabilité (le constat est inspiré des faits de vendetta). L'imputation de responsabilité n'a donc à voir : 1) ni avec la présomption de causalité (dans un monde où il n'y a pas de mort naturelle ou accidentelle) ;

26. Nous reprenons ici les analyses de COMBESSIE (2008 : 226 *sq.*) et de KARSENTI (2008 : 98 *sq.*).

27. Mauss, dans l'édition qu'il a établie sur le travail de Hertz dans la *Revue de l'histoire des religions* (Annales du Musée Guimet, Paris, Ernest Leroux, 1922), souligne l'excellence de cette définition de l'expiation : « Il y a expiation quand certaines actions généralement rituelles peuvent rétablir l'état des choses antérieur à la transgression en abolissant celle-ci, et en satisfaisant la justice sans que le transgresseur et ses proches en soient écrasés » (HERTZ 1988 [1922] : 55).

2) ni avec l'intentionnalité d'un auteur (le meurtrier n'est pas par nature, par destin, le « patient » responsable). La prétendue présomption de causalité ne commande en rien la responsabilité : « Il faut tuer quelqu'un : le patient une fois choisi, on admet peut-être qu'il est l'auteur du décès » (*ibid* : 228). Fauconnet préférerait à vrai dire le terme d'« acteur » plutôt que d'auteur pour désigner le responsable, celui qui « supporte » le rôle, celui qui est apte à servir de substitut (*ibid* : 225).

Deux étapes, deux phases successives dans le procès d'institution de la responsabilité sont clairement distinguées. La première voit la conscience collective, ébranlée par un acte considéré comme haïssable et horrible, concevoir une forme de responsabilité qui reste, pour un temps, comme « flottante » nous dit-il. Vient ensuite la seconde étape, au cours de laquelle cette responsabilité, qui était collective et flottante, va être attribuée à un justiciable particulier : elle devient une imputation de responsabilité individuelle, transformable en « culpabilité ».

Le fait que cette individualisation de la responsabilité ne vienne jamais qu'en complément d'une première phase où la responsabilité reste « flottante » montre bien qu'elle n'est pas, d'abord et avant tout, attachée à un individu. Bien au contraire, la responsabilité est attachée à l'acte qui lui donne naissance, celui qu'alors on considère comme un crime.

Lorsqu'il s'intéresse à cette seconde étape, Fauconnet (1928 : 217) remarque que de nombreuses sociétés choisissent « au hasard » la personne qui sera châtiée : « Tous les êtres sont aptes à jouer éventuellement le rôle de patients. » Même dans les sociétés où, comme dans la nôtre, se sont institutionnalisées des procédures autres que l'ordalie pour déterminer la personne jugée responsable, la recherche d'une personne à qui sera appliquée la peine est toujours beaucoup plus importante que celle des preuves de sa culpabilité. Dans l'esprit de la levée du mal et du pardon selon Hertz, Fauconnet s'interroge : « Comment le crime, représentation qui appartient au passé, peut-il être détruit ? Il semble que les sociétés soient enfermées dans une impasse et que le mal créé par le crime soit irréparable. Les sociétés sont acculées à la nécessité de détruire quelque chose qui, logiquement parlant, est indestructible. » Pour sortir de cette impasse, les sociétés en viennent donc à chercher quelque(s) individu(s) substituable(s) au crime qu'elles ne peuvent supprimer : des « substituts du crime » tenus pour « responsables » qui font l'objet d'un transfert de souillure.

Les sociétés produisent un transfert. Elles sont acculées à la nécessité de détruire quelque chose. [...] Pour se donner satisfaction, il suffit que la société soit capable de susciter un symbole, c'est-à-dire un être dont elle puisse faire, de bonne foi, le substitut du

crime passé. La destruction d'un symbole remplacera la destruction du crime qui, en lui-même, ne peut pas être détruit. Ce sont les êtres jugés aptes à servir de substituts d'un crime et à supporter comme tels la peine de ce crime qui deviennent responsables (Fauconnet 1928 : 239).

Les notions de symbole, et de symbolisation du crime viennent corriger l'arbitraire d'une logique de substitution portant sur « le premier venu » qui diminue la force et l'efficacité de la compensation²⁸. Fauconnet (*ibid.* : 240) parle de façon surprenante du responsable, non seulement comme un symbole, donc un substitut, mais aussi comme un « représentant » du crime. On ne sera pas surpris que, poursuivant le développement de son argumentation, Fauconnet débouche sur le paradigme du bouc émissaire :

La peine est utile, il faut pour la peine un patient ; le jugement de responsabilité fournit ce patient, sorte de bouc émissaire sacrifié à l'égoïsme collectif. La justice, cette entité sublime, n'a rien à voir là : il n'y a ni innocent ni coupable au sens profond que la conscience donne à ces mots, mais seulement des individus qu'il est expédient de punir (*ibid.*).

La fonction de responsabilité est particulièrement illustrée pour Fauconnet par les logiques émotionnelles de foule, dans les sociétés primitives, qui sont entièrement déconnectées à la fois de toute notion de « causalité », mais aussi des notions de volonté ou d'intentionnalité de quelque acteur ou auteur. Mais, dans les sociétés européennes chrétiennes, ce sont les « procès de sorcellerie » ou les « épidémies de trahisonite » qui illustrent le mieux cette fonction : « En définitive, des sociétés imaginent de toutes pièces des crimes pour s'expliquer à elles-mêmes leur colère, et imputent ces crimes pour pouvoir, en les punissant, s'affranchir de leur irritation douloureuse » (*ibid.* : 271). Enfin, pour répondre à l'enjeu de l'arbitraire de la désignation du responsable, si Fauconnet reproche à Lévy-Bruhl de s'en tenir à une idée vague de la responsabilité, il n'empêche qu'il retrouve entièrement sur le terrain des sources et des inspirations des faits de responsabilité primitifs, tous les ressorts de la mentalité primitive, les logiques « pré-logiques » chères à Lévy-Bruhl (2010 [1922]). Les « situations génératrices de responsabilité » empruntent les canaux émotionnels tracés par les mécanismes des associations de contiguïté, de ressemblance ou autres qui

28. On retrouve là l'héritage des *Formes élémentaires de la vie religieuse* concernant le choix du symbole totémique de l'identité clanique, et les discussions engagées à ce propos sur l'arbitraire du symbole. Pour une reprise de cette question de l'arbitraire totémique, voir A. MARY (2012).

surgissent à l'esprit dans les liens entre le crime et son environnement et ses patients ou agents imaginaires²⁹.

L'irresponsable responsabilité du criminel sorcier

Le paradoxe est que le jugement de responsabilité dont le dispositif est décrit et illustré ici repose finalement sur l'irresponsabilité du coupable présumé. Le concept de responsabilité avec ses deux facettes objective/subjective (Karsenti 2006 : 104-105) autorise tous les basculements et permet de comprendre la réversibilité de ces situations génératrices de responsabilités. D'une certaine façon, la figure archaïque de la responsabilité « objective » pure, à laquelle remonte Hertz lui-même (1988), est plus ouverte à la compréhension situationnelle, flottante et réversible des usages de la responsabilité. Fauconnet en trouve une illustration extrême dans ces sociétés mélanésiennes où le « meurtrier » peut se voir confier le rôle de « vengeur » du crime qui affecte la communauté victime. Comme le montre, dans notre affaire, l'indifférence au rapport du constat de la gendarmerie et le vide confirmé du dossier d'accusation : « Peu importe de savoir ce qu'a voulu ou même fait le sujet, peu importe la manière dont il l'a fait. Importe seulement le résultat, l'événement compris littéralement comme *ce qui a eu lieu* [...] » (Karsenti 2006 : 105, italiques de l'auteur). Ce qui importe, c'est de trouver un point d'application à l'attente collective de la levée du mal.

Les affaires de crime rituel, en particulier, offrent une illustration ultime/ limite de la séparation/dissociation de l'agent auteur du meurtre, et du mandataire ou « commanditaire » : personne ne se reconnaît et n'est en soi responsable. Mais c'est en même temps une remarquable exemplification de la mise en scène d'une « responsabilité flottante », avec sa double scène (ou son « obscène »³⁰). Les agents ou sujets collectifs : gendarmerie, policiers, juges et avocats, aussi bien que les journalistes accusateurs, agents principaux du lynchage médiatique, en toute impunité, et les « politiques », accusés

29. On pense au vêtement « musulman » du meurtrier et surtout à la « carte de visite » du sénateur retrouvée dans les poches du meurtrier.

30. Les photos de la Une des journaux donnant à voir en gros plan le sexe et la mort. LACAN (1978 : 196) définit l'obscène comme « le surgissement de l'image terrifiante, angoissante, de cette vraie tête de Méduse, la révélation de ce quelque chose à proprement parler d'innommable ».

principaux de ceux qui font l'opinion, ne sont en rien « responsables » ou récuse toute responsabilité. La manifestation de protestation organisée dans la rue, par la Première dame, avec la participation des religieux chrétiens et musulmans, condamnant la « barbarie » de ces crimes « contre les enfants », et invoquant le président Ali Bongo, son époux, à mettre fin à l'impunité, constitue un dédoublement politique « surréaliste » et « spectaculaire ». Par bien des aspects, ces mises en scènes de dédoublement d'une liturgie politique d'appel à la Justice se retrouvent dans les Journées du pardon et de la réconciliation où l'on a assisté (comme en Côte d'Ivoire avec Gbagbo) à « la demande publique de Pardon » de chefs d'État, sans qu'on sache sur quoi porte la demande (sans le moindre aveu criminel), ni encore moins à qui elle s'adresse (au peuple ou à Dieu) (Mary 2002).

La fonction de responsabilité, au sens de Fauconnet, son point d'application, la logique de symbolisation de l'autre commanditaire du crime, le « représentant du crime », dans la lutte contre les crimes rituels, constitue finalement un substitut à l'absence de toute politique de lutte contre le fléau de la criminalité sexuelle sur mineurs. S'il existe une « statistique » des crimes rituels, il n'existe par contre aucune statistique officielle crédible des « viols criminels sur mineurs » au sein de la Justice gabonaise. Bien plus, à l'épreuve des affaires, le principe de « responsabilité » d'un commanditaire *x*, sert désormais de système de défense pour les criminels accusés et avérés, les meurtriers avouant leurs crimes en s'avisant après coup qu'ils ont répondu à une commande. Enfin, la dénonciation de la responsabilité des crimes rituels est devenue une arme dans le champ politique et dans l'arène médiatique du soupçon et de l'accusation des autres : les « sorciers en politique ».

Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (IIAC), CNRS, EHESS.

BIBLIOGRAPHIE

- BERTRAND R., 2000, « Indonésie : le Désordre nouveau », *Critique Internationale*, 8 : 28-35.
- 2001, « Ki Gendeng : un sorcier en politique. Réflexions sur les dimensions occultes de l'espace public en Indonésie », *Politix*, 14 (54) : 43-73.
- BOLTANSKI L. & CLAVERIE É., 2007, « Du monde social en tant que scène d'un procès », in L. BOLTANSKI, É. CLAVERIE et al (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock : 395-452.
- BONHOMME J., 2009, *Les voleurs de sexe. Anthropologie d'une rumeur africaine*, Paris, Éditions du Seuil.
- 2015, « La sorcellerie à l'ère des medias », in S. FANCELLO (dir.), *Penser la sorcellerie en Afrique*, Paris, Hermann : 82-116.
- COMAROFF J. & COMAROFF J. L., 2002, « Criminal Obsessions, after Foucault : Postcoloniality, Policing, and the Metaphysics of Disorder », *Critical Inquiry*, 30 (4) : 800-824.
- 2016, *The Truth about Crime : Sovereignty, Knowledge, Social Order*, Chicago, University of Chicago Press.
- COMBESSIE P., 2008, « Paul Fauconnet et l'imputation pénale de la responsabilité : une analyse méconnue mais aujourd'hui pertinente pour peu qu'on la situe dans le contexte adéquat », *Anamnèse*, 3 : 221-246.
- DEBORD G., 1996 [1967], *La société du spectacle*, Paris, Gallimard-Folio.
- DOUSSET L., 2016, « La sorcellerie en Mélanésie. Élicitation de l'inacceptable », *L'Homme*, 218 : 85-116.
- DURKHEIM, É., 1978 [1930], *De la Division du travail social*, Paris, PUF.
- EBANG ONDO J. E., 2010, *Manifeste contre les crimes rituels au Gabon*, Paris, L'Harmattan.
- FARGE A. & REVEL J., 1988, *Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants, Paris 1750*, Paris, Hachette (« Textes du XX^e siècle »).
- FAUCONNET P., 1928, *La Responsabilité. Étude de Sociologie*, Paris, Librairie Félix Alcan, <http://classiques.uqac.ca/classiques/fauconnet_paul/la_responsabilite/la_responsabilite.html>.
- FORSYTH M. & EVES R. (EDS.), 2015, *Talking it Trough. Responses to Sorcery and Witchcraft Beliefs and Practices in Melanesia*, Acton, Australian National University Press.
- GESCHIERE P., 2013, *Witchcraft, Intimacy and Trust. Africa in Comparison*, Chicago, University of Chicago Press.
- HERTZ R., 1988 [1922], *Le Pêché et l'Expiation dans les sociétés primitives*, Paris, Éditions Jean-Michel Place.

- KARSENTI B., 2006, « “Nul n’est censé ignorer la loi”. Le droit pénal, de Durkheim à Fauconnet », in *La Société en personnes. Études durkheimiennes*, Economica (« Études sociologiques »), chap. V : 92-114.
- KECK F., 2005, « Causalité mentale et perception de l’invisible. Le concept de participation chez Lucien Lévy-Bruhl », *Revue philosophique de la France et de l’étranger*, 130 (3) : 303-322, <<https://www.cairn.info/revue-philosophique-2005-3-page-303.htm>>.
- 2008, *Entre philosophie et anthropologie. Contradiction et participation*, Paris, CNRS Éditions.
- 2010, Présentation de la réédition de *La mentalité primitive*, Paris, Flammarion : 7-47.
- LACAN J., 1978, *Le Séminaire II, Le moi dans la théorie de Freud et la technique de la psychanalyse*, Éditions du Seuil.
- LÉVY-BRUHL L., 2010 [1922], *La mentalité primitive*, Paris, Flammarion.
- MARTINELLI B. & BOUJU J. (DIR.), 2012, *Sorcellerie et violence en Afrique*, Paris, Karthala.
- MARY A., 2002, « Prophètes Pasteurs : la politique de la délivrance en Côte d’Ivoire », numéro spécial « Les sujets de Dieu », *Politique Africaine*, 87 : 69-94.
- 2012, « Retour aux choses sacrées : emblèmes, empreintes et fétiches », *Archives de sciences sociales des religions*, 159 : 203-223.
- MARY A. & MEBIAME ZOMO M., 2015, « Épidémie de “crimes rituels” au Gabon. Des affaires de sorcellerie au scandale de l’impunité », in S. FANCELLO (dir.), *Penser la sorcellerie en Afrique*, Paris, Hermann : 117-157.
- DE ROSNY É. (DIR.), 1992, *Justice et sorcellerie*, Paris, Karthala.
- TONDA J., 2005, *Le Souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)*, Paris, Karthala.

RÉSUMÉ

Le montage médiatique des affaires de « crimes rituels » en Afrique équatoriale nous semble justifier quelque retour à l'approche durkheimienne de la responsabilité qui ne manque pas de pertinence sur le plan de la description phénoménologique. L'approche « objective » des situations génératrices de responsabilité dont Fauconnet s'est fait le porte-parole rompt avec les présupposés d'une compréhension fondée sur le principe d'un sujet conscient, libre et responsable au sens moderne du terme. Mais la pertinence de cette approche « archaïque » de la criminalité « objective » qui renoue avec le registre de la sacralité impure de l'acte et de la souillure du criminel ne peut être restreinte à la compréhension des ordalies des sociétés primitives qui inspirent la théorie de la participation de Lévy-Bruhl. Les affaires contemporaines de « crimes rituels » et de « sorcellerie politique » en Afrique ou ailleurs témoignent de mécanismes sociaux d'accusation toujours actifs et générateurs d'une « responsabilité objective » encourageant la présomption et même la conviction de culpabilité au cœur de la justice médiatique moderne, ce qui n'empêche nullement la confrontation entre les logiques judiciaires de la preuve et les témoignages des sujets « pris dedans » souvent malgré eux dans ces affaires.

Mots-clés : Afrique équatoriale, Fauconnet, crimes rituels, conviction de culpabilité, jugement de responsabilité, sorcellerie.

ABSTRACT

The "Patient Witch": On Responsibility and Criminality in Witchcraft.— The media coverage of cases concerning "ritual crimes" in Equatorial Africa seems to justify some kind of return to Durkheim's approach to responsibility, which can also be relevant for phenomenological description. The "objective" approach to situations that generate responsibility, as per Fauconnet, breaks with assumptions regarding understanding as founded on the principle of a free and responsible, conscious subject in the modern sense of the term. However, the pertinence of this "archaic" approach to "objective" criminality that reconnects with the register of impure sacrality of the act and the filthiness of the criminal cannot be limited to the understanding of (trial by) ordeal in primitive societies that inspired Lévy-Bruhl's theory of participation. Contemporary matters of "ritual crimes" and "political sorcery" in Africa, or elsewhere, evidence social mechanisms of accusation that are still active and generating "objective responsibility" by encouraging the presumption, and even the conviction, of guilt at the heart of contemporary, high profile media-reported justice, which does not in any way prevent the confrontation between legal logic, based on evidence and proof, and the testimony of subjects who are "involved" in these matters, often much to their own chagrin.

Keywords: Equatorial Africa, Fauconnet, ritual crimes, conviction of guilt, judgment of liability, witchcraft.